

UTL de CAMBRAI
Le 4 janvier 2022

La chute de Kaboul : les conséquences géopolitiques

par l'ancien Ambassadeur Jean-Pierre Vettovaglia

« En politique, le vrai et le mensonge portent le même pagne », Ahmadou Kourouma, Les Soleils des Indépendances.

« La tyrannie consiste dans le désir de domination universel et hors de son ordre », Blaise Pascal, Pensées

Le retrait abrupt et chaotique des Américains de Kaboul à mi-août a inspiré la presse du monde entier. Avec plus ou moins de variations, elle s'est concentrée sur l'humiliation subie par les États-Unis et leurs alliés. Mais qu'est-ce que la reconquête du pays par les Talibans nous dit de manière plus générale ?

LES CONSEQUENCES GEOPOLITIQUES

1.- Pour la communauté internationale, c'est-à-dire pour le positionnement de l'Occident par rapport aux autres cultures.

Le fiasco américain en Afghanistan qui est aussi celui des Occidentaux en général marque sans doute la fin de la notion de « state building » (mise sur pied d'un État) ou de « nation building » (constitution d'une nation)

Certains observateurs ont ainsi parlé de « tombeau » de la notion d'ingérence ou du droit d'intervention humanitaire.

L'objectif affiché de construire en quelques années un État et des institutions démocratiques dans une société archaïque vient en effet de voler en éclats. Pourtant, c'est bien ainsi qu'ont été vendus à l'opinion publique vingt ans de guerre en Afghanistan : les puissances civilisées de l'Occident, a-t-on longtemps pensé, auraient le droit d'user de la force pour apporter la civilisation et un gouvernement démocratique aux pays arriérés subissant la tyrannie.

Jean-Yves Le Drian, Ministre français des affaires étrangères, le résume fort bien : « *La leçon de l'Afghanistan, c'est qu'on ne peut pas imposer de l'extérieur à un pays, par la force armée, un mode de gouvernance quand il n'a pas un large appui du peuple et de sa classe politique* ».

Comme le dit Biden lui-même, il ne saurait plus être question de recourir à l'avenir à un important corps expéditionnaire américain pour reconstruire un autre pays (« the end of an era of major military operations to remake other countries »).

Ceci a des conséquences importantes qui signifient la fin d'une situation unique acquise en 1991 par les États-Unis, en tant que seule hyperpuissance mondiale (l'expression est de Hubert Védrine), consacrant alors une situation exceptionnelle d'unipolarité.

On assiste en fait à une désoccidentalisation du monde en voie de multipolarisation. L'empreinte de l'Occident sur le monde se réduit. Notre McWorld, c'est-à-dire une mondialisation marchande avec déconstruction permanente des valeurs, des identités et des souverainetés fait face désormais à un autre monde fait au contraire de fierté civilisationnelle et nationaliste. Lavrov, le Ministre russe des affaires étrangères, qualifie désormais notre monde de « post-occidental ».

Samuel Huntington avait raison de constater dès 1993 dans son « Choc des civilisations » que les affrontements idéologiques de la guerre froide (communisme soviétique contre démocratie capitaliste) laisseraient la place aux différences entre les civilisations. Les peuples ont des conceptions différentes des relations entre Dieu et les hommes, entre les individus et le groupe, entre le citoyen et l'État.

L'ordre ou le désordre mondial vers lequel l'on se dirige sera de moins en moins libéral et démocratique et donc de plus en plus autoritaire.

L'ONG Freedom House observe d'ailleurs que depuis 2006 le nombre d'États avec une démocratie en régression est supérieur à celui de ceux qui progressent...

De nombreuses voix de par le monde en appellent en effet à des changements majeurs dans les normes et les valeurs de la politique mondiale. Elles attaquent le néo-impérialisme des élites occidentales libérales et mondialisées dans lequel ils voient un soi-disant projet globaliste qui sert les intérêts d'élites restreintes qui veulent se jouer de la souveraineté, des valeurs traditionnelles et des cultures locales.

La Chine et la Russie en particulier mettent en avant ces visions alternatives. Face aux puissances occidentales universalistes, elles partagent la même philosophie des relations internationales fondées sur la souveraineté identitaire des États, la préservation de leurs zones d'influence respectives, le refus du droit d'ingérence humanitaire et le rejet de la démocratie libérale et moralisatrice à visée mondialiste.

Notre ordre mondial bipolaire d'après 1945, devenu unipolaire en 1991, se transforme en un nouveau désordre mondial multipolaire. La démocratie occidentale n'est plus le seul modèle. Surprise de taille, le Chairman des chefs d'état-major interarmées de la Maison Blanche, le général Mark Milley, dans un discours à Aspen il y a quelques mois, a déclaré : « Nous entrons dans un monde tripolaire avec les États-Unis, la Russie et la Chine comme superpuissances. A trois au lieu de deux, la complexité de ce monde n'en est que plus grande ». C'est la toute première grande admission officielle américaine d'un nouvel état de fait.

2.- Un mot d'introduction sur les préjugés et la manipulation de l'information

Avant d'aborder le cas des États-Unis, de l'Europe et de la Russie puis de la Chine, je voudrais effectuer une mise au point. Les préjugés et les stéréotypes ont la vie dure. Ils sont entretenus par l'ensemble des moyens d'information qui sont toujours au service d'une idéologie. Ces moyens d'information sont très rarement objectifs dans leurs analyses. Chaque situation est une vérité complexe et souvent contradictoire.

Prenons rapidement quelques exemples en commençant par les États-Unis d'Amérique. La perception majoritaire des Européens moyens fera ressortir d'abord nombre de points positifs : la Californie et Hollywood, la Floride et Disneyland, New-York et ses tours, Coca Cola, McDonald, Ralf Lauren, Apple, Amazone, l'Internet, Facebook, les Super Héros, les séries télévisées, etc. Les interventions militaires en Afghanistan, Irak, Libye et Syrie, les bases militaires partout dans le monde, les assassinats par drones validés par la Maison Blanche, l'application extraterritoriale du droit américain, ne semblent pas nous obnubiler tant que cela. L'image que nous avons des États-Unis, pourtant toujours en guerre depuis leur indépendance il y a 250 ans (sauf sur une période extraordinairement courte de moins de vingt ans), ne fait donc pas apparaître la représentation d'un gendarme du monde aussi violent que peu raffiné se cachant derrière le faux nez de la démocratie et des changements de régime au nom des droits de l'homme.

Autre exemple : la Russie. A l'inverse de ce qui se passe avec l'Amérique, la plupart des perceptions sont négatives. La Russie est perçue comme menaçant l'Europe, prête à avaler l'Ukraine et la Biélorussie, provoquant et narguant sans cesse l'OTAN.

L'opinion publique occidentale veut ignorer que c'est la Russie qui a défait le IIIe Reich au prix de sacrifices sans commune mesure avec l'engagement tardif américain. Elle ignore généralement tous les efforts et les mains tendues par les autorités russes en direction de l'Occident hélas condamnées par les milieux militaires et industriels d'Outre-Atlantique à ne pas être autre chose que l'ennemi juré de l'Amérique. Aucun leader russe ne s'est montré aussi pro-occidental que Vladimir Poutine, là-aussi vite rejeté dans son coin. Aucune organisation autre que l'OTAN ne manifeste une hypocrisie aussi aboutie, pratiquant le non-respect des promesses faites à l'égard de la Russie, en particulier celle de 1990 de ne pas approcher l'OTAN des frontières de la Russie au-delà de l'Allemagne, (« not one inch further »), pour en arriver à progresser vers l'Est de près de 1000km !!! Pourtant son image est celle du sauveur de l'Europe, de la défense et de la protection de l'Europe, celle d'un rempart contre les appétits imaginaires de la Russie. Censée s'occuper de la défense de l'Atlantique Nord, elle est intervenue en Afghanistan, en Irak et en Syrie sans que cela ne choque personne.

Enfin, il en va de même de la Chine avec des perspectives inversées : admiration des progrès si rapidement accomplis, à nul autre pareil, fascination de la Chine ancienne (Muraille de Chine, Palais impérial de Pékin, arts martiaux, objets d'art), routes de la Soie ou villes ultra-modernes comme Chenzhen ou Shanghai, etc... Par contre personne ne voit le pire des partis communistes depuis Staline et Mao Tse Toung qui contrôle tout, surveille tout et se montre impitoyable avec tout esprit d'opposition.

Comment expliquer de telles dichotomies ? C'est que nous vivons depuis un siècle sous le signe de la persuasion de masse, de la communication de masse. Il s'agit d'une véritable révolution dans l'art de persuader les foules. Les publicitaires, les communicants, les

propagandistes politiques, industriels et commerciaux, de concert avec des lobbyistes, des scientifiques et des hommes de presse et de télévision façonnent le monde dans lequel nous vivons. Ils sont passés maîtres dans l'art de la persuasion et de la manipulation de l'information pour servir leurs projets politiques, industriels ou commerciaux, sans que l'on soit dans un régime autoritaire ou totalitaire. Avec les avancées des sciences et des techniques modernes, ils ont mis au point, à l'ère du numérique de véritables armes de manipulation de masse. Facebook est le plus grand outil de manipulation de masse de l'Histoire, capable de modéliser, de prédire et d'influencer les attitudes et les comportements de milliards d'utilisateurs.

Aristote avait déjà donné une définition de l'art de persuader. Dans la Grèce antique, l'on comptait une déesse de la ruse, Métis, et une autre de la persuasion, Péitho... Roland Barthes appréhende le langage comme un outil de manipulation. Il parle de l'art de la persuasion comme d'un ensemble de règles, de recettes, dont la mise en œuvre permet de convaincre l'interlocuteur, même si ce dont il faut le persuader est faux. Il s'agit de persuader même en trahissant la vérité, l'éthique et même la logique. C'est une pratique malfaisante, mensongère, une véritable duperie, un mépris de notre libre-arbitre. Elle est aujourd'hui quotidienne.

Mais il n'est pas aisé d'admettre que l'on puisse être manipulés au quotidien !!! Voir le parfait exemple des interventions soi-disant récurrentes des Russes dans les élections américaines et dans les vols informatiques commis au sein du quartier général du parti démocrate de Madame Clinton. Les vrais coupables viennent d'être jugés aux États-Unis : ils sont tous américains et appartiennent au parti démocrate...

En résumé, la manipulation est l'art de fausser la réalité et d'influencer les individus à leur insu.

Bien souvent les sondages et les études de marchés sont manipulés pour perfectionner le message que l'on veut transmettre.

Tout comportement humain est influençable et se trouve être le produit de stimulations externes.

L'Ambassade britannique à Moscou nous fournit un exemple très récent. Certains documents ont fuité et sont arrivés dans la sphère publique qui démontrent que Londres dépense des millions de dollars annuellement pour influencer la société civile russe, à travers des ONG, dans un sens favorable aux intérêts de l'Occident. Cet argent est sensé déstabiliser la situation politique et sociale en Russie en accroissant les tensions sociales et en polarisant les oppositions au régime.

3.- Pour les États-Unis.

3.1 le lobby militaro-industriel

Selon Joe Biden, la décision de quitter l'Afghanistan est motivée par la nécessité de s'occuper plus efficacement des deux compétiteurs principaux que sont la Russie et la Chine ainsi que de poursuivre la guerre contre le terrorisme.

Si le prestige américain a énormément souffert tout comme l'amour-propre de l'Amérique au vu des circonstances dramatiques de l'évacuation (les Talibans sont revenus au pouvoir par la

force mais sans avoir à combattre), cela n'aura vraisemblablement aucune conséquence sur la volonté toujours affirmée de l'Amérique de régenter le monde.

La débâcle afghane ne change en effet rien à la dynamique des choses. La version américaine du capitalisme de très grandes entreprises consiste en une économie basée sur un complexe militaro-industriel tout-puissant qui vit de peur, de confrontations et de guerres (Pentagone, Raytheon, Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman et General Electric).

Voilà le premier des ressorts profonds de l'Amérique.

Eisenhower avait averti l'Amérique de ce qui l'attendait si rien n'était fait en 1961 déjà lors de son discours de départ le 17 janvier. Cela vaut la peine de lire et relire ce texte si révélateur et incroyablement prémonitoire. Les pires prévisions de Eisenhower se sont vérifiées : le complexe militaro-industriel a tout corrompu.

... « Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement est nouvelle dans l'expérience américaine. Son influence totale, économique, politique, spirituelle même, est ressentie dans chaque ville, dans chaque Parlement d'État, dans chaque bureau du Gouvernement fédéral... »

Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée... exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques » ...

... « Sur ce long chemin de l'histoire qu'il reste à écrire, l'Amérique sait que notre monde, toujours plus petit, doit éviter de devenir une redoutable communauté de crainte et de haine... Ensemble nous devons apprendre à composer avec nos différences, non pas avec les armes, mais avec l'intelligence et l'honnêteté des intentions ».

Winston Churchill l'avait dit le 28 novembre 1944 dans une lettre au Président américain Roosevelt : *« You will have the greatest navy in the world. You will have, I hope, the greatest air force. You will have the greatest trade. You have all the gold. But these things do not oppress my mind with fear because I am sure the American people under your reclaimed leadership will not give themselves over to vainglorious ambitions, and that justice and fair play will be the lights that guide them... ».*

Si Churchill doutait à juste titre de la sagesse américaine, Nikita Khrouchtchev de son côté a écrit que la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie n'empêchait pas Staline de « *trembler intérieurement* » devant la nouvelle puissance militaire américaine !

Nul doute que ce complexe militaro-industriel identifiera sans attendre les nouveaux dangers qui nécessitent de défendre un budget de plus de 750 milliards de dollars annuels, 10 fois plus élevé que celui de la Russie d'aujourd'hui, 3 fois plus élevé que celui de la Chine. D'ailleurs Joe Biden vient de ratifier le nouveau budget militaire américain en hausse de 5% et fixé à 778 milliards annuels sans compter les rallonges possibles.

D'ailleurs, cette industrie possède tous les lobbys nécessaires à la défense de ses intérêts au Congrès et au Sénat américain. Des think-tanks ont été créés pour valider ses points de vue. La presse et les médias s'en font l'écho...la boucle est bouclée. Il faudrait être un bien mauvais citoyen pour s'y opposer...Un de mes amis, célèbre commentateur américain, John Whitbeck, appelle cela le « hate, fear and war industry ». Ray McGovern, un ancien de la CIA, parle de MICIMATT : « Military-Industrial-Congressional-Intelligence-Media-Academia-Think-Tank » complex.

Il n'y aura donc pas de transformation vertueuse du rôle de l'Amérique dans le monde. Elle a présentement à sa disposition quelque 750 bases militaires déployées dans près d'une centaine de pays...La Chine, une seule, à Djibouti.

En fait les États-Unis ont été et sont en guerre dans de nombreux pays. Personne ne veut voir que l'utilisation de drones dans des pays avec lesquels les USA ne sont pas en guerre, est un acte illégal en regard du droit international public responsable de milliers de victimes dans le silence le plus total de l'Amérique et des Européens consentants (Syrie, Libye, Irak, Soudan, Yémen, Somalie, Afghanistan, Pakistan, Sahel).

Et dire que l'on a pu lire ici et là sous la plume de journalistes bien naïfs que Biden ne voulait plus de l'Amérique comme gendarme du monde...Elle l'est et le restera longtemps encore.

Jean-Yves Le Drian, encore lui, dit justement : « l'Afghanistan n'est pas synonyme de déclin américain, les fondamentaux vont rester les mêmes ». Les États-Unis se recentrent sur leurs intérêts prioritaires et renoncent aux grandes initiatives expéditionnaires militaires à l'étranger. Pour le reste, leur politique d'hyperpuissance restera inchangée. Et tous les marqueurs d'hégémonies sont encore largement en leur faveur. Je vous en avais parlé il y a deux ans dans une intervention justement consacrée aux marqueurs d'hégémonie.

Mais, l'autorité morale et politique des États-Unis est mise à rude épreuve et ses Alliés ne se retrouvent pas dans les valeurs, la substance et l'éthique de la politique américaine.

L'Amérique n'était déjà plus un modèle depuis longtemps. Elle avait lutté contre le communisme au nom de la démocratie et de la liberté et était crédible dans ce rôle. Avec les guerres en Afghanistan et en Irak, en Libye et en Syrie, les masques sont tombés et l'Amérique n'est plus belle à voir. Elle s'est mal comportée, a abusé de sa supériorité et de ses pouvoirs.

Il n'en reste pas moins vrai que l'Amérique n'a pas besoin d'amis mais bien d'ennemis pour nourrir le complexe militaro-industriel et la Russie se trouve au sommet de la liste avec la Chine. Le caractère belliqueux des États-Unis est d'une parfaite perversité : Moscou et Pékin permettent de justifier un budget militaire annuel faramineux et l'OTAN permet de contrôler la politique étrangère de l'Europe.

3.2. Conséquence : l'on se retrouve dans un monde schizophrène :

Les dirigeants américains continuent de voir dans l'Amérique un continent et un peuple bénis par Dieu et un modèle exceptionnel, un destin manifeste. Et voilà le second ressort profond de l'Amérique.

L'idée d'une Amérique impériale mais bénigne a la vie dure. Hillary Clinton déclarait encore pendant sa campagne électorale de 2016 : « America is already great. But we are great because we are good ».

Lors d'un discours quelques mois avant sa mort en 2018, le Sénateur de l'Arizona John McCain répète que l'Amérique est « indispensable à la paix, à la stabilité internationale et au progrès de l'humanité » en ajoutant que les États-Unis sont « une terre faite d'idéaux et qu'ils doivent être leur champion à l'étranger. C'est le devoir de l'Amérique de rester le dernier espoir sur la terre ».

Les prétentions de l'Amérique à dominer le monde militairement et politiquement a donc atteint les limites de l'acceptable et provoquent de nombreuses manifestations de rejet. Ce qui n'empêche pas Joe Biden de dire en présentant son équipe de conseillers pour la politique internationale à la Maison Blanche : avec nous, l'Amérique pourra de nouveau « guider le monde ». Et il pense sincèrement annoncer une bonne nouvelle ! Ils appellent cela le « rules based order », un ordre dont les règles sont édictées par eux-seuls.

4.- Pour les Européens

L'Europe est renvoyée à son impuissance après le retrait américain d'Afghanistan. Les Européens ont dorénavant la preuve – ils n'ont même pas été consultés- qu'ils ne peuvent s'en remettre à Washington pour leur sécurité. Pour la énième fois depuis plus de vingt ans, l'Europe évoque la création d'une capacité d'intervention...illusions, incantations et vœux pieux n'ont jamais fait une politique... Je vous rappelle cette blague de Kissinger : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? ».

Privilégiant la grande compétition géopolitique du XXIème siècle avec la Chine, l'Amérique de G.H.W.Bush a pourtant réussi à faire de l'Europe le théâtre d'opérations de l'OTAN jusqu'aux frontières mêmes de la Russie.

Les États-Unis ont entraîné l'Europe dans ce processus d'exclusion de la Russie, désignée comme l'ennemi suprême. L'OTAN entretient artificiellement la menace en Europe afin de maintenir cette dernière dans un état de dépendance à l'égard de Washington.

Cela permet en réalité de pérenniser la domination américaine du continent européen et donc la vente et la livraison d'armes. L'hypothétique menace russe a nécessité de faire du territoire de l'UE lui-même le champ de bataille États-Unis -Russie. Et dire qu'au départ, Boris Eltsine et Andrei Kozyrev tout comme Vladimir Poutine ont toujours voulu mener une politique pro-européenne. Poutine est le premier dirigeant postsoviétique à avoir affirmé que la Russie appartenait à la culture européenne occidentale. Bush Junior adorait Poutine (2001-2004) avant que « ceux qui savent mieux » lui expliquent que ce n'était pas possible...Le grand tournant intervenant en 2004 lorsque l'OTAN intégra dans ses rangs les trois États de la Baltique ainsi que quatre autres (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie)...ce qui signifiait que l'OTAN ne s'arrêterait pas aux frontières de l'ancienne URSS et s'étendrait bien au-delà de l'Allemagne réunifiée jusqu'aux frontières mêmes de la Russie, ce qui constituait pour Vladimir Poutine un affront immense.

Une nouvelle guerre froide (que les Européens n'ont pas choisie) nous oppose à la Russie et bientôt peut-être à la Chine si l'Europe n'y prend garde. Les États-Unis ne vont en effet pas manquer de tenter d'attirer l'Europe avec eux contre la Chine.

Les États-Unis ne comprennent pas que les progrès militaires des Chinois laissent l'Europe pour le moins nonchalante. Ils voudraient que nous autres Européens, nous nous tirions une balle dans le pied en s'isolant de la Chine, en ralentissant notre croissance et en tirant nos économies par le bas. Les liens transatlantiques sont historiquement dépassés mais savamment entretenus par suivisme et aveuglement. L'Europe est dans un état de somnambulisme stratégique.

Le rapport de force redevient le mode de règlement des différends entre nations. Des combats de haute intensité redeviennent possibles.

L'Europe est prisonnière de son mythe universaliste et multiculturaliste. Elle a comme pire ennemi sa propre volonté d'impuissance et sa mauvaise conscience repentante. L'Europe est une civilisation fatiguée, lasse, complexée et désabusée, s'excusant de tout et de rien mais surtout de son passé.

L'Occident et l'Europe en particulier vont devoir s'habituer à la perte progressive de leur magistère moral, idéologique et sociétal largement contesté. Le monde musulman remet lui aussi frontalement en cause le libertarisme occidental jugé déstructurant et pervers et les Nations émergentes du Sud (Inde, Brésil, nations d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie) lient toutes leur développement à une fierté civilisationnelle et nationaliste...

Une certaine détestation de la France grandit chaque jour au sein de ses anciennes colonies africaines.

L'Europe est en effet la seule civilisation au monde qui a remplacé toute appartenance identitaire par des valeurs humanitaires, démocratiques et libérales-libertaires, avec le multiculturalisme comme religion politique, le politiquement correct et maintenant une révolution des genres et raciale.

La haine de l'Occident, une passion irréductible, dit mon compatriote Jean Ziegler, habite aujourd'hui une majorité des peuples du Sud. Elle agit comme une force mobilisatrice puissante. L'évocation des droits de l'homme pour justifier des sanctions internationales est perçue comme un nouvel hégémonisme et motive la montée du ressentiment envers un Occident qui aurait d'autant moins de leçons à donner qu'il colonisa, exploita et conquis tant de peuples par le passé.

5.- Pour la Chine

Il est probable que la défaite américaine en Afghanistan incite encore davantage la Chine à adopter des comportements provocateurs. Elle se félicite de ce qu'elle prend pour un déclin inéluctable de l'Amérique.

L'affirmation actuelle de la puissance chinoise par Pékin porte la marque véhémente d'un régime totalitaire désinhibé, comme aux plus beaux jours de Mao Tse Toung, aux ambitions planétaires, associées à une forte dose de propagande nationaliste. La Chine est de plus en plus persuadée que les États-Unis, après la défaite en Afghanistan, ne voudront pas risquer une guerre nucléaire à propos de Taïwan.

L'opinion dominante en matière de géopolitique aujourd'hui consiste à affirmer la **mort lente de l'hégémonie américaine** en faveur d'une **montée en puissance et de l'accession de la Chine** au rang de 1^{ère} puissance mondiale en 2049 (100^{ème} anniversaire de la prise du pouvoir par le PCC). Personnellement, je ne crois ni à la première ni à la seconde proposition.

Ce qu'il faut avoir en tête est ce que John J. Mearsheimer dit de la tragédie de la politique des grandes puissances. **Ce qu'il faut voir est l'inévitable rivalité entre les États-Unis et la Chine.**

Les États-Unis se sont gravement trompé d'amis. Il y a trente ans, à la fin de la guerre froide, ils se retrouvent dans la position de la seule superpuissance planétaire, très peu concernés par la Chine alors faible et appauvrie, mais déjà six fois plus peuplée... Et surtout alignée sur les États-Unis contre l'Union soviétique depuis une décennie. La seule chose censée pour les États-Unis eut été de tout faire pour ralentir la montée de la Chine autant que possible.

En fait les États-Unis l'ont encouragée et l'ont aidée à s'enrichir, victimes de l'illusion de l'inévitable triomphe du libéralisme. Les États-Unis ont promu des montagnes d'investissements en Chine, l'ont accueillie au sein du commerce mondial (attribution de la clause de la nation la plus favorisée et entrée dans l'OMC, club des économies libérales), pensant naïvement que la Chine deviendrait une démocratie éprise de paix ainsi qu'un partenaire responsable, « a responsible stakeholder », une véritable partie prenante d'un ordre mondial dirigé par les États-Unis.

Même Brzezinski et Henry Kissinger soutenaient cette stratégie ne voyant dans la Chine qu'un grand marché produisant des biens manufacturés moins chers qu'aux États-Unis et envisageaient à terme en Chine une presse libre au sein d'un État régi par la loi... Bill Clinton avait certes émis quelques doutes : « we don't know where it's going ». Et George W. Bush avait admis: « there are no guarantees ».

Cette fantaisie ne s'est donc jamais matérialisée, la Chine est devenue de plus en plus ambitieuse et répressive. L'harmonie tant espérée par tous les Présidents des États-Unis jusqu'à Trump (non compris) a cédé la place à une rivalité qui va marquer le 21e siècle.

Personne aux États-Unis n'a pu concevoir une Chine qui refuserait de se démocratiser devenir aussi puissante et autoritaire. Ce qui est à proprement parler aberrant et démontre l'ignorance crasse de toute une classe de politiques et de militaires qui ne veut rien savoir de l'autre...

Tocqueville l'avait remarqué :

« Au milieu de cette société si jalouse de moralité et de philanthropie, on rencontre une insensibilité complète, une sorte d'égoïsme froid et implacable lorsqu'il s'agit des indigènes de l'Amérique... c'est le même instinct impitoyable qui anime ici comme partout ailleurs la race européenne ».

Xi est le descendant direct de Staline et de Mao, il représente la version la plus totalitaire du marxisme-léninisme, toute contenue dans la formule « je t'élimine, tu meurs, je vis ». Je ne résiste pas à l'intérêt évident de vous lire la tristement célèbre instruction politique envoyée en avril 2013 par le Bureau général du Comité central dirigé par le bras droit de Xi, Li Zhanshu, à toutes les organisations de haut niveau du parti. Ce document no 9 intitulé « Communiqué sur l'état actuel de la sphère idéologique » demandait aux cadres de susciter la ferveur des masses et de mener une lutte intense contre les fausses tendances suivantes :

- 1.- la démocratie constitutionnelle occidentale est une tentative de saper le leadership actuel.
- 2.- Les valeurs universelles des droits de l'homme sont une tentative d'affaiblir les fondements historiques de la direction du parti.
- 3.- Le concept de société civile est un outil politique des forces occidentales antichinoises qui démantèle les fondements sociaux du parti au pouvoir.
- 4.- Le libéralisme fait partie des efforts dirigés par les États-Unis pour changer le système économique de base de la Chine.
- 5.- L'idée occidentale du journalisme est d'attaquer la vision marxiste de l'information et de tenter de creuser une ouverture par laquelle infiltrer notre propre idéologie.
- 6.- Le nihilisme historique consiste à tenter de saper l'histoire du parti et nier l'inévitabilité du socialisme chinois.
- 7.- La remise en question de la réforme et la possibilité d'une ouverture ne se discute plus pour savoir si la réforme doit aller plus loin.

La politique poursuivie par les États-Unis à l'égard de la Chine depuis 1991 s'est donc révélée comme une colossale erreur stratégique. Et les États-Unis de faire face à la plus grande menace de toute leur histoire. Une loi vient de passer le cap du Sénat qui dit : « la Chine est le plus gros challenge géopolitique et géoéconomique auquel ont à faire face les États-Unis ». 90% des Américains considèrent aujourd'hui la Chine comme une menace... Quel retournement en 30 ans !

Et la Chine est un adversaire autrement plus dangereux et coriace que l'URSS d'alors.

Voici la tragédie de la politique de superpuissance : elle mène nécessairement à la compétition et aux conflits. En fait, la Chine ne fait qu'imiter la trajectoire des États-Unis et poursuit une logique identique : être le plus grand dans sa cour et puis au-delà.

Le dilemme posé est insoluble : la Chine est ambitieuse mais elle est aussi le moteur principal de la croissance mondiale.

D'un côté, les États-Unis et leurs alliés voudraient que la Chine reste un acteur mineur des relations internationales tout en continuant de pouvoir compter sur le miracle économique chinois afin de maintenir leurs économies à flot...La Chine est la principale source d'importation pour l'UE et son deuxième marché d'exportations.

Il faut voir que cette montée en puissance se fait dans des conditions très nouvelles aux conséquences inexplorées : une compétitivité dans l'interdépendance. Une première dans l'histoire ! Les échanges financiers et commerciaux entre les deux pays sont en effet considérables. Du temps de l'URSS et de la guerre froide, les deux Grands de l'époque étaient coupés l'un de l'autre. Par contre, la Chine et les États-Unis se tiennent par la barbichette. Dès

l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, les liens entre les deux pays sont ambivalents et relèvent d'une sorte de « pacte faustien ».

La menace chinoise n'est pas la même vue d'Europe ou de Washington.

A l'heure actuelle, 60% des Européens n'ont pas le sentiment d'être entrés dans une nouvelle guerre froide avec la Chine et ne veulent pas en entendre parler. L'on voit très bien que la confrontation sino-américaine d'aujourd'hui ne structure pas le système international sur le mode de la confrontation Est-Ouest pendant la guerre froide.

Une guerre sino-américaine n'est pas inévitable ni même probable. Il y a pour les deux superpuissances a priori bien d'autres moyens que la guerre de gérer l'opposition des valeurs et des intérêts qui sépare Pékin de Washington. Oubliez le piège de Thucydide de Graham Allison qui devrait jeter l'Amérique et la Chine dans la guerre et relisez Sun Tsu qui considérait que les meilleures victoires sont celles qui sont emportées sans avoir à livrer bataille.

Comparaison n'est pas raison, mais la normalisation de Hong Kong se poursuit dans la quasi indifférence du reste du monde...Alors vous voulez mourir pour Taïwan ? Quel Américain voudrait mourir pour Taïwan à part quelques Dr Folamour, « va-t'en guerre » notoires, c'est-à-dire des généraux que le Sous-secrétaire d'État George Ball appelait pendant la crise de Cuba : « de véritables égouts de tromperies », « sewer of deceit ».

En principe, les puissances nucléaires ne se font pas la guerre et respectent l'équilibre de la terreur. Ceux qui parlent de guerre aujourd'hui comme François Heisbourg (Le Retour de la guerre, chez Odile Jacob, 2021, mauvais petit opusculé) ne rendent service à personne et ne font qu'empoisonner une atmosphère déjà assez délétère.

La couverture du Point du 11 novembre 2021 est d'une totale irresponsabilité et constitue un sommet de sottise : « Chine-États-Unis, Veillée d'armes, reportage à Taïwan où l'on se prépare à la guerre ». Ce type d'articles, très fréquents récemment en Europe et aux États-Unis, ont créé une sorte de panique à Washington donnant l'illusion d'une invasion imminente de Taïwan par la Chine. Les risques sont sans doute moins imminents.

Par contre, au quotidien, une sorte d'infraguerre existe d'ores et déjà entre les puissances. Cyber opérations de toutes sortes, à des fins de renseignement, de rançonnement ou de sabotage sont devenues d'usage courant au même titre que les « fake news » et autres infox. Les évolutions technologiques brouillent les frontières mouvantes et incertaines entre la paix et la guerre, entre la Terre et l'espace.

C'est pourquoi la formule lapidaire de Raymond Aron qui s'appliquait à la confrontation Est-Ouest, à savoir « paix impossible, guerre improbable » ne peut plus être reprise telle quelle.

Qu'est-ce qui serait susceptible de ralentir cette confrontation ? (Je vous propose de lire mes réflexions en annexe à mon exposé de ce jour.)

J'envisage essentiellement deux choses. La stagnation de l'économie chinoise d'une part et une contestation du leadership du parti communiste d'autre part. Il faudrait y ajouter encore une négociation du type « adversarial partnership » à la Kissinger (paix entre leaders) ou celle

envisagée par Huntington qui espère que la suprématie occidentale devrait en arriver à accepter un monde multipolaire dans lequel les États-Unis s'accommoderaient de l'apparition de pôles de valeurs, d'identité et de puissance qui ne partageraient pas l'universalisme occidental.

Conclusion générale

1.- Les États-Unis restent de loin la première puissance mondiale et le resteront sans doute encore. Leur position reste très forte au sommet des grandes puissances. Aucune ne peut prétendre encore rivaliser avec eux dans tous les domaines de la puissance globale.

On parle ici de domination satellitaire et technologique, de soft power culturel et sociétal, de l'impérialisme de sa monnaie, de l'OTAN (plus puissant système de défense mondial), de maîtrise des institutions internationales, de ses juridictions coercitives extraterritoriales, de la capacité de l'économie américaine à rebondir après les crises. Certes leur hégémonie n'est plus aussi écrasante en termes de « hard power » que pendant ces trois dernières décennies (depuis 1991). Mais ils ont toujours vocation à être les gendarmes du monde et réussiront peut-être à stopper ou ralentir l'avancée fulgurante de la Chine. Entre les États-Unis et la Chine, il y a encore une différence de degré et de nature.

En 2021, la Chine reste une grande puissance pauvre, certes 1^{ère} ou 2^{ème} en PIB national selon le mode de calcul, mais au 74^{ème} rang mondial pour le PIB par habitant, derrière la Russie, le Venezuela et la Roumanie... Comment pourrait-elle conjurer le piège dit du revenu moyen qui veut que les pays pauvres qui ont atteint 10.000 dollars de revenus annuels par habitant ne rattrapent jamais en fin de compte les pays à revenus élevés (65.000 dollars pour les États-Unis).

Les indices de puissance globale mettent les États-Unis et la Chine dans des rapports de valeurs de 100 pour les États-Unis et 60 pour la Chine.

2.- Les États-Unis ont perdu énormément sur un point important. Ils ne suscitent plus l'admiration mais le rejet. Ils offrent un spectacle lamentable sur le plan intérieur. Leur politique étrangère a un goût de cendres.

Les sommes astronomiques investies dans leurs guerres contre le terrorisme ont conduit à un endettement catastrophique qui a entraîné la stagnation de la condition de la grande majorité de la population sans même parler de leurs infrastructures vétustes. Les classes moyennes sont désormais précarisées et le désenchantement du rêve américain engendre un jeu politique toujours plus hystérique, à la limite de l'irresponsabilité.

3.- En fait, la sécurité de notre monde dépendra beaucoup de l'intelligence des dirigeants des deux pays, des trois pays en prenant la Russie. A l'heure actuelle, il serait surprenant que des solutions modérées et équilibrées se fassent jour. Il y faudrait un De

Gaule américain et un Konrad Adenauer chinois...L'emporte-pièce semble être de rigueur comme l'illusion et l'immaturation. Il est difficile d'imaginer l'Amérique faire des concessions et adopter une grille de lecture qui permettrait de gérer la rivalité entre superpuissances. Il faudrait que les deux parties n'adoptent pas systématiquement la confrontation comme première stratégie de choix. Pourtant un monde tripolaire USA/Chine/Russie n'a nul besoin de frôler l'apocalypse à tous moments. Avec Xi d'un côté et des généraux américains de l'autre, on a le droit de ne pas être rassurés.

Une chose est sûre, dans ce monde, personne n'apprend rien des fautes des autres...Et donc l'Amérique de Biden est tournée vers un seul but : contenir Pékin avant que la Chine ne devienne un indiscutable leader mondial. C'est-à-dire freiner au maximum les efforts de la Chine pour prendre l'avantage dans plusieurs domaines (guerre commerciale, monétaire, technologique et militaire, soft power culturel).

4.- Les États-Unis retrouvent certes un nouveau rival stratégique et le choc entre les deux superpuissances sera le fait majeur du XXIème siècle. Mais c'est aussi la lutte du monde non-occidental contre l'aire euro-américaine industrialisée atlantiste. Est-ce la fin du pouvoir d'attraction de l'Occident ? L'exceptionnalisme américain va-t-il finalement être vu comme une vanité nationale américaine ridicule ? N'oublions pas le chiffre de Samuel Huntington qui évaluait le poids mondial des « élites blanches mondialisées (ou Club de Davos) à 12% de la planète en termes de population.

Je termine avec une citation d'Adam Smith de 1776 dans sa « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » : « Tout pour nous et rien pour les autres, voilà la vile maxime qui paraît avoir été dans tous les âges, celles des maîtres de l'espèce humaine ».

Quand commencerons-nous à partager ?

5.- Étincelles et barils de poudre

Les étincelles risquent-elles de faire exploser les barils de poudre ?

Trois aires de conflit particulièrement dangereuses viennent immédiatement à l'esprit : l'Ukraine, l'Iran et Taïwan.

A la manœuvre dans les trois conflits, les États-Unis d'Amérique. Les services américains sont en effet derrière la révolution orange en Ukraine et sont quotidiennement à l'origine de provocations destinées à tester les réactions russes. Le président Trump s'est retiré de l'accord nucléaire avec l'Iran et les États-Unis appliquent à l'égard de ce pays un régime de sanctions d'une sévérité injustifiée. L'Amérique donne enfin l'impression d'envisager un conflit avec la Chine à propos de Taïwan. Elle envisage de plus un changement de régime en Chine communiste.

En principe tout ceci ne constitue que la version internationale du théâtre Kabuki, forme épique et dramatique de théâtre japonais traditionnel. Le théâtre Kabuki est centré sur un jeu d'acteur à la fois spectaculaire et codifié. Une abondance de dispositifs scéniques souligne les paroxysmes de la pièce. C'est exactement cela la réalité actuelle des relations internationales.

Les Américains le savent, les Russes le savent, les Chinois le savent. Leurs opinions publiques ne le savent pas et ont peur de ce qui pourraient arriver. Les petits acteurs n'en sont pas forcément conscients. Là réside le plus grand des dangers.

Si l'on prend le cas de l'Ukraine, les petits acteurs concernés, encouragés par un fort soutien américain, peuvent se sentir poussés à prendre l'initiative, sûrs de l'appui de la grande puissance à leur côté. L'armée ukrainienne pourrait alors être tentée dans un moment de délire nationaliste mal calculé de reprendre le Donbass...ce qui conduirait à une guerre avec la Russie. Alors qu'elle n'a aucune intention d'envahir l'Ukraine mais seulement de protéger son « environ proche » de toute avance supplémentaire de l'OTAN.

Taïwan pourrait, sûre de l'appui américain, commettre l'erreur de déclarer son indépendance vis-à-vis de la Chine...ce qui contraindrait cette dernière à fortement réagir et risquer une guerre avec les États-Unis.

Un manque d'accord avec l'Iran persuaderait ce pays de se constituer un stock d'uranium enrichi suffisant pour fabriquer une bombe nucléaire poussant peut-être Israël à agir seul et à détruire ses installations nucléaires entraînant le Moyen-Orient dans une guerre régionale.

Le monde est sur le fil du rasoir. Il n'y a pas de garantie absolue que les grandes superpuissances puissent contrôler la totalité des risques et provocations assumés. Le régime chinois est un régime très dur, rebelle à tout compromis et déterminé à affirmer toute sa puissance...Le régime iranien est disposé à prendre tous les risques contre le Grand et le Petit Satan pour établir en Iran un califat chiite.

Partie des généraux américains sont particulièrement belliqueux, prêts à souffler sur toutes les braises afin d'attiser les feux qui satisfont le surpuissant lobby militaro-industriel.

Un seul homme raisonnable reste calme au milieu de ce panier de sorcières, Vladimir Poutine. Si bien qu'en matière de responsabilité du déclenchement d'hostilités planétaires, il faut plutôt se tourner du côté des États-Unis et l'on n'est pas trop rassurés !!! Oui, on en est là : il est possible que les États-Unis soient notre principale source d'insécurité mondiale. Un vrai paradoxe ! Mais l'on sait à qui appliquer la maxime de Blaise Pascal.

Annexe 1

Alain Peyrefitte avait raison de dire que « quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera... ». Mais si la Chine tremblait à son tour ?

1.- La stagnation de l'économie chinoise

Il ne saurait être question de prendre à la lettre les statistiques officielles. Elles sont contrôlées par le parti ; l'empire chinois est l'empire du mensonge statistique. Il souffre de surinvestissements et de surcapacités. Les routes de la soie servent aussi à se débarrasser des excédents de charbon, d'acier, de verre, de ciment, de béton. En bref, nul ne connaît l'état réel de l'économie chinoise.

Au-delà des apparences, l'économie chinoise connaît donc de sérieuses difficultés :

En fait les leaders chinois doivent faire face pour la première fois en une génération à un **sérieux et durable ralentissement de leur croissance économique**. Il s'agit de la plus longue décélération depuis l'ère maoïste. Les conditions économiques ont empiré depuis la crise financière de 2008 et le taux de croissance s'est réduit de moitié (de 15% à 6% pour le dernier trimestre et beaucoup pensent qu'il est en réalité inférieur de moitié).

Les difficultés économiques de la Chine pourraient parfaitement en faire un rival moins compétitif dans les années qui viennent. Mais un ralentissement de la croissance chinoise va aussi être synonyme de davantage de répression en Chine et d'agressivité à l'étranger.

D'autant que ses concurrents économiques ne vont plus tolérer ses vols de technologie, son espionnage et ses copies industrielles ou informatiques, ses aides gouvernementales non avouées, l'inégalité de traitement des sociétés étrangères établies en Chine (trade distorting practices) et la sous-évaluation du yuan. Même l'Europe a l'air de se réveiller à cet égard. L'Occident, Amérique en tête, a commencé à se méfier sérieusement des investissements chinois et de leur emprise sur l'économie de certains pays (réactions anti-Huawei aux États-Unis et à Taïwan), à l'aune aussi de projets OBOR pharaoniques financés on ne sait trop comment. La Chine est ainsi en train de perdre l'accès à certains investissements à l'étranger jugés trop stratégiques.

En mars 2007, le Premier Ministre Wen Jiabao prit le risque de déclarer: « The China's growth model has become unsteady, unbalanced, uncoordinated and unsustainable ».

Plus important encore, la croissance du PIB résulte du capital injecté par le gouvernement dans l'économie. Sans une croissance stimulée par le gouvernement, soit par la dette, l'économie chinoise ne croîtrait plus, ou nettement moins.

Comme en Occident, d'ailleurs, sans nos taux zéro.

Les signes de croissance improductive sont nombreux, depuis les cités fantômes, énormes métropoles de bureaux vides et d'appartements vides (20% des locaux sont vacants en Chine) aux 30% de capacités en excès auprès d'entreprises majeures, des fabriques vides, des marchandises qui pourrissent dans des entrepôts, des autoroutes qui ne mènent nulle part et des aéroports dont aucun avion ne décolle. Les pertes résultant de ces gaspillages sont colossales. La dette chinoise a quadruplé en 10 ans.

Elle reste un pays pauvre en termes de PNB par habitant : 10.000 dollars par an pour un Chinois et 65.000 pour un Américain.

L'eau potable se fait de plus en plus rare et le pays importe plus de nourriture et d'énergie que n'importe quel pays. Une autre faiblesse capitale pour l'heure et dans un avenir proche : elle n'a pas de pétrole. La Chine a épuisé ses propres réserves bien trop rapidement. Elle ne tourne plus à pleine vapeur.

Alors elle devient susceptible et agressive. Comme en témoignent les conclusions du dernier Congrès du PCC dans le Palais du Peuple à Pékin à la fin du mois d'octobre dernier. C'est vrai que sa croissance ultra-rapide avait nourri ses ambitions, élevé les attentes des citoyens, énervé ses rivaux. Une stagnation toujours possible va doucher ses ambitions et ses attentes. Elle va craindre des troubles, avoir la main lourde sur les contestations domestiques. Il va lui falloir contrôler les oppositions.

D'autant qu'une économie étatisée comme l'économie chinoise ne va pas libéraliser durant une période de ralentissement. Elle ne va pas faire face à des faillites et banqueroutes dont le nombre s'accroît, au chômage en croissance et au mécontentement populaire en éliminant les subsides et les nombreuses protections dont bénéficient les entreprises d'État.

De plus, la Chine reprend en main ses géants du numérique, trop puissants à son goût. Pékin a décidé en effet de serrer la vis sur les pratiques de ses conglomérats de la tech. Les régulateurs font monter la pression pour mettre fin à certains comportements monopolistiques et apprécient de moins en moins les pratiques prédatrices des plateformes internet. Les dents ont grincé du côté des télécoms et des banques. Les investisseurs ne s'y sont pas trompés. Le jour de l'annonce de la loi antitrust, les actions de la tech chinoise ont perdu 290 milliards de dollars à la bourse de Hong Kong.

Les protestations de travailleurs augmentent, les riches transfèrent leur argent à l'étranger et leurs enfants avec, le gouvernement a rendu illégal la propagation de nouvelles économiques négatives. En conséquence le gouvernement a doublé ses dépenses de sécurité et a créé le système le plus intrusif de censure et de surveillance de ses propres citoyens dans l'histoire du monde. Tout cela entre les mains d'un dictateur à vie. Maintenant est le moment de tous les dangers. La Chine est encore trop faible pour être sûre d'elle-même ou satisfaite de sa place au sein de l'ordre mondial mais suffisamment forte pour le détruire.

On l'a compris la Chine a de sérieux problèmes en interne.

En matière d'environnement, elle est le premier pollueur du monde, l'état de son environnement est franchement préoccupant (émissions de CO2). Sur le plan de son équilibre intérieur, elle connaît des fractures territoriales et sociales de grande ampleur avec la Mongolie intérieure, le Tibet, Hong Kong et le Xin Jiang et son million de Ouighours turcophones et musulmans en camp de redressement

Arrêtons-nous sur un autre problème qui interpelle, celui de la démographie.

La Chine qui en 1978/79 avait opté pour une politique démographique de l'enfant unique, soit une sévère politique de limitation des naissances, va bientôt être rattrapée par l'âge ! Pas aussi vieille que le Japon, mais comme lui, elle n'a plus assez d'enfants. La moyenne était de six enfants par femme dans les années 50, elle n'est plus que de 1,5 dans les années 2010 comme dans l'Allemagne contemporaine. En 2015, les autorités généralisent la possibilité d'avoir deux enfants mais ces assouplissements n'ont pas du tout l'effet escompté ! Le pays s'achemine vers une pénurie des moins de 15 ans et une formidable augmentation des seniors de plus de 60 ans (âge de la retraite pour les hommes, 50 pour les femmes). Une relative pénurie de main d'œuvre est possible. Et comment construire une véritable sécurité sociale ? Il faudra s'adapter à une économie des tempes argentées qui va ralentir l'économie. Vers 2030, la Chine aura laissé le rang de pays le plus peuplé du monde à une Inde beaucoup plus jeune. La Chine pourrait passer d'ici à 2050 de 1,4 milliard à 1,1 milliard.

Les autorités suisses (Secrétariat d'État à l'économie) viennent de communiquer une étude par laquelle il est démontré que le vieillissement de la population suisse va entraîner une baisse du PIB de quelque 11% d'ici 50 ans. On peut imaginer l'effet produit par des centaines de millions d'habitants en retraite.

Dans tous les cas, l'hégémonie mondiale passe par un certain nombre de facteurs, tous hors de portée de la Chine pour l'heure :

Il lui faudrait pour cela redéfinir les règles du système monétaire international et du fonctionnement du libre-échange, reconfigurer les réseaux de commerce mondial, dicter ses propres normes économiques, et technologiques au reste du monde. Imposer sa langue et sa culture. Conquérir le soft power.

L'hégémonie chinoise n'est pas pour demain. Les Super héros ne sont pas chinois... Contrairement à l'URSS de hier, la Chine d'aujourd'hui ne cherche nullement à répandre son modèle politique communiste ou civilisationnel sino-confucéen à d'autres régions du monde hors Asie. Tous les marqueurs d'hégémonie sont encore à l'avantage des États-Unis.

2.- une règle d'or...

Si l'on vous décrit un pouvoir politique avec un contrôle absolu nécessaire à l'unité nationale dans un environnement incertain, le besoin d'un leader fort avec des caractéristiques nationales fortes considérant la démocratie occidentale comme peu nécessaire et évitable, un retour au Confucianisme, une croissance économique ne conduisant pas à une libéralisation politique, un nouveau modèle de développement et que l'on vous demande où l'on pourrait bien trouver ce système sur notre planète : vous répondrez assurément la Chine. Eh bien les éléments cités ne concernent pas la Chine de Xi en 2019, mais sont des extraits de presse concernant la Corée du Sud de Park Chung-hee en 1972 !!!

Qui rappelle cela : Haim Chaibong, Président du "Asian institute for Political studies", Seoul, Corée du Sud, auteur d'un article intitulé « China's Future Is South Korea's Present, Why Liberalization Will Follow Stagnation », Foreign Affairs, Sept-Oct. 2018.

Les réformes qui ont rendu possible le développement économique de la Corée du Sud ont aussi ébranlé le gouvernement autoritaire de Park. Le régime a essayé en vain de lutter contre la vague de libéralisation. Quinze ans après la prise de pouvoir autoritaire de Park, en 1987, la Corée avait parachevé avec succès sa transition vers la démocratie.

Haim Chaibong formule une règle d'or : les étapes nécessaires pour parachever la croissance économique de la Chine que devra franchir le CCP vont également entraîner la libéralisation politique qu'il craint et à laquelle il résiste encore. Le CCP va devoir accomplir cette transformation ou disparaître. La Chine n'y échappera pas : L'ouverture économique conduit à la libéralisation politique. Ce n'est plus qu'une question de temps.

Ce n'est pas le professeur Ji Wei Ci, professeur à l'Université de Hong Kong, auteur de « Democracy in China, the Coming Crisis », à paraître le 19 novembre 2019, qui va nous contredire. Pour lui également, la libéralisation économique engendre des pressions que même un régime autoritaire ne peut pas complètement réprimer très longtemps. Ce n'est qu'une question de temps. L'application de cette règle n'est que différée en Chine.

Ce que la Chine devra comprendre est que la libéralisation et la démocratisation ne signifient pas la chute de l'économie et de la société chinoise, ce sont au contraire les préconditions de son progrès vers un nouveau stade de développement. Alors on reparlera d'hégémonie....

Lee Kuan Yew, ancien PM de Singapour, avant sa mort en 2015, disait de la Chine que son système de gouvernement était obsolète : « Une jeunesse urbaine équipée de téléphones portables ne pourra pas longtemps être gouvernée par des bureaucrates communistes à Pékin qui traquent chaque citoyen en tant que partie d'un système de crédit social généralisé ».

Lee avait identifié une série de handicaps que la Chine aura bien de la peine à changer : « l'absence de règles de droit (« rule of law »), des contrôles excessifs de la part du régime, des habitudes culturelles qui limitent l'imagination et la créativité (le classement de la Chine sur les échelles mondiales de créativité reste mauvais même si en progrès), une langue qui encadre la pensée à travers d'une foule d'épigrammes ainsi qu'une incapacité à attirer et assimiler des talents d'autres sociétés dans le monde »¹.

Dans son livre intitulé « Civilization », Niall Ferguson évoque les six facteurs qui expliquent l'extraordinaire divergence de prospérité entre l'Ouest et le reste du monde dès le XVIème siècle. Ce sont : l'esprit de compétition, la révolution scientifique, les droits de propriété privée, la médecine moderne, une société de consommation et une éthique au travail. Il se demande si la Chine va pouvoir continuer à progresser sans les droits à la propriété privée, tout en notant que les États-Unis n'ont plus qu'une très médiocre éthique du travail et que leur société de consommation est décadente.

Dans ces conditions, il est vrai que savoir qui va dominer l'Asie au 21^{ème} siècle n'est pas le problème le plus sérieux. Mais quels dirigeants vont reconnaître cette réalité ?

Shakespeare avait raison en disant que notre destinée ne se trouve pas « in our stars, but in ourselves ».

Bibliographie

Graham Allison, « Destined for War. Can America and China escape Thucydides' Trap », HMH, New York, 364p., 2017

Benjamin R. Barber, « Jihad vs McWorld, how globalism and tribalism are reshaping the world », Ballantine Books, 389p., 1995

Pascal Boniface, « Les Relations Internationales de 1945 à nos jours », Eyrolles, 237p., 2017

Pascal Boniface, « Requiem pour le Monde Occidental », Éditions Eyrolles, 156p., 2019

Jane Burbank et Frederick Cooper, « Empires, de la Chine ancienne à nos jours », Paris, Payot, 2010

David Colon, « Les Maîtres de la manipulation, un Siècle de persuasion de masse », Tallandier, Paris, 2021, 334p.

Alexandre Del Valle et Jacques Soppelsa, « La mondialisation dangereuse, vers le déclassement de l'Occident », L'Artilleur, 517p., 2021

Jared Diamond, “Upheaval, Turning Points for Nations in Peril”, Little Brown, New York, 502p., 2019

Ronan Farrow, “War on Peace, The End of Diplomacy and the Decline of American Influence”, W.W. Norton, New York, 392p., 2018

Peter Frankopan, « Les Routes de la Soie », Éditions Nevicata, 733p., 2018

Francis Fukuyama, « Identity. The Demand for Dignity and the Politics of Resentment », Farrar, Straus and Giroux, New York, 218p., 2018

Francis Fukuyama, “La fin de l’histoire et le dernier homme », Flammarion, 452p., 1992

Edward Gibbon, « Histoire de la décadence et de la chute de l’Empire romain », 1776-1788

David Ray Griffin, « The American Trajectory, Divine or Demonic », Clarity Press, Atlanta, 409p., 2018

Gueniffey et Thierry Lenz (sous la direction de), “La Fin des Empires”, Perrin, Paris, 474p., 2016

Samuel P. Huntington, « Le Choc des Civilisations », Paris, Odile Jacob, 1997

Joseph Josse, “The Myth of American Decline”, Liveright, 2013

Robert Kagan, “L’Ordre Mondial Américain. Les conséquences d’un Déclin », IDM, 2012

Robert D. Kaplan, “The Return of Marco Polo’s World, War, Strategy and American Interests in the Twenty-First Century”, Random house, New York, 280p., 2018

Robert D. Kaplan, “La revanche de la géographie, ce que les cartes nous disent des conflits à venir », Editions du Toucan, 524p., 2012.

Kai-Fu Lee, “I.A. La Plus Grande Mutation de l’Histoire”, Les Arènes, Paris, 370p., 2019

Paul Kennedy, « Naissance et déclin des grandes puissances, transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000 », Paris, Payot, 2004 (paru en 1988 aux États-Unis)

Amin Maalouf, « Le naufrage des civilisations », Essai, Grasset, Paris, 335p., 2019

Michael Mandelbaum, « The Rise and Fall of Peace on Earth », Oxford University Press, New York, 218p., 2019

Gabriel Martinez-Gros, “Brève histoire des empires, comment ils surgissent, comment ils s’effondrent », Paris, Seuil, 2014. (qui présente l’œuvre d’Ibn Khaldûn comme offrant une grille de lecture qui permettrait de rendre compte des particularités structurelles, voire de l’histoire de la plupart des empires)

John J. Mearsheimer, “The Great Delusion, Liberal Dreams and International Realities”, Yale University Press, New Haven, 313p., 2018.

Montesquieu, « Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence », 1734

Joseph Nye, « Is the American Century Over », Polity Press, 2015

William R. Polk, “Crusade and Jihad, The Thousand-Year War between the Muslim World and the Global North”, Yale University Press, New Haven, 632p., 2018

Ben Shapiro, “The Right Side of History, How Reason and moral made the West Great”, broadside Books, New York, 256p., 2019

Arnold Joseph Toynbee, “A Study in History”, (douze volumes de 1934-1961), Oxford University Press. Et aussi « L’Histoire, un essai d’interprétation », Gallimard, Paris, 1951 (version abrégée des 6 premiers volumes en français)

Stephen M. Walt, « The Hell of Good Intentions, America’s Foreign Policy Elite and the Decline of U.S. Primacy », Farrar, Straus and Giroux, New York, 385p., 2018

Odd Arne Westad, “Histoire mondiale de la Guerre Froide, 1890-1991 », Perrin, 712 p.